



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npaz009.org

Bulletin édité par des militants du NPA du ministère du travail

n°5 - juin 2011

pages 1 et 2 - Mourir en silence au ministère du travail

page 2 - Halte aux bombardements en Libye !

page 3 - Sortons du nucléaire maintenant

page 4 - Marché du travail : Xavier Bertrand lave plus blanc

Mourir en silence au ministère du travail

Le 4 mai 2011, Luc Béal-Rainaldy s'est donné la mort sur son lieu de travail, et ce faisant il s'est tu. Et le DAGEMO, pourtant juge et partie, de déclarer le jour même que son suicide obéissait à des « causes personnelles ». Quelle pitoyable tentative ! Ne s'est-il pas aperçu que le choix du lieu, l'identité de Luc, les combats qu'il menait, la rendaient inopérante ?

Ami de la cause des travailleurs sans-papiers, Luc ne pouvait être qu'insulté, blessé, de voir son ministère se ranger aux ordres de celui de l'immigration et de l'identité nationale, rejeter les dossiers en triant rigoureusement les origines et les métiers, refuser de reconnaître des grévistes parce que sans-papiers, publier année après année des circulaires nous enjoignant de participer aux côtés de la police à la chasse au clandestin.

Sans doute a-t-il réagi en professionnel, mettant la main aux saisines du Bureau international du travail par son syndicat, lesquelles ont valu à la France d'être trois fois condamnées. Mais à quoi bon, lorsqu'un gouvernement trois fois condamné, aux ministres racistes eux aussi condamnés, poursuit avec obstination sa politique discriminatoire, et impose un régime d'exception aux étrangers travaillant dans ce pays ?

Le professionnel pas personnel ? Inopérant ! Comment, en tant qu'agent de ce ministère, ne pas être consterné par le démantèlement du Code du travail et des droits sociaux érigé en politique, le dumping salarial et la course à la sous-traitance généralisés, le tout organisé en directive Bolkestein au plus grand profit du patronat pour qui oui, vraiment « tout devient possible ». Et notre haute administration d'ouvrir grand les vannes du chômage partiel, délivrer des passe-droits, prendre des décisions bâclées et biaisées toujours en faveur des mêmes, et lancer l'inspection du travail dans de véritables campagnes de diversion.

Nous avons tous dû supporter Woerth comme ministre de tutelle pendant la contre-réforme des retraites, et, sans avoir jamais baissé les bras, avaler quand même la coupe de la défaite, voir s'avancer la réforme de la sécurité sociale, et la médecine du travail déjà la tête sur le billot... Nous ne pouvons ignorer le coût que toutes ces réformes représenteront pour les salariés de ce pays, et cette souffrance-là aussi est intime.

Et qui aujourd'hui peut dire que nous ne voyons pas le saccage de notre profession, que nous n'endurons pas et ne souffrons pas personnellement de la suppression de nos moyens d'action, de la diminution des effectifs dans les secrétariats, aux renseignements et à l'emploi, des réorganisations et déménagements successifs dans des locaux toujours trop petits ?

Familiers de l'entreprise, nous voyons bien qu'il s'agit d'une liquidation en cours, comme lorsqu'un patron véreux lock-out ses salariés pour déménager en douce ses machines. Comment comprendre sinon cette guerre dans l'opacité, au mépris des instances, menée tambour battant par une hiérarchie qui, interpellée, lâche parfois « si vous croyez que c'est dur, vous n'avez encore rien vu... » ?

Et de joindre les actes aux paroles en appliquant avec obsession une politique du chiffre absurde, véritable mise au pas paralysante. Alors, sous la pression du résultat et d'un encadrement mécaniste, s'installent souffrance et perte de sens. Parfois jusqu'au harcèlement et à la discrimination syndicale qui, impunies, engendrent leur lot de tentatives de suicides dont plusieurs ont précédé le geste fatal de Luc.

Et même là, à chaque fois que l'impensable arrive, le même scénario se répète : au lieu d'un sursaut salutaire, des syndicats bâillonnés, des CHS et une médecine de prévention au rabais et impuissants, une direction campant sur l'idée qu'« il n'y a pas de souffrance au travail dans ce ministère ».

S'il est permis de s'interroger sur la faiblesse et la paralysie des syndicats devant l'affrontement, on peut aussi se demander qui pouvait s'attendre à une telle brutalité froide dans l'attaque, à un tel jusqu'au-boutisme dans la volonté de soumettre... au sein même du ministère du travail ?

Nous devons dire non, ensemble. Nous le devons à Luc, et surtout, nous le devons à nous-mêmes. Ce que nous endurons aujourd'hui est le fruit d'une restructuration brutale, pas de nos soucis familiaux ou de nos faiblesses personnelles. Nous ne sommes coupables de rien. C'est à eux de payer.

NE NOUS LAISSONS PAS RESTRUCTURER !

Pour recevoir nos bulletins, être informé de nos activités... ou prendre contact avec nous écrivez à npaiteidf@yahoo.fr ou par courrier à NPA 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Au verso : et maintenant ?

Et maintenant ?

NON nous ne voulons plus nous laisser faire. Pour cela, un seul moyen : la peur doit changer de camp. Mais comment ? La stratégie de l'administration repose sur les divisions et l'isolement qu'ils réussissent à créer. Chacun d'entre nous se dit à part soi : si je fais ce qu'ils attendent de moi, je serai à l'abri de leurs menaces. Mais c'est une enchère sans fin. Et chaque soumission entraîne d'autres exigences de la part de la hiérarchie. Cette stratégie a très bien fonctionné jusqu'à présent. Il devient urgent de rétablir le rapport de forces en notre faveur.

Soyons les plus nombreux possible

Notre force, c'est notre nombre et notre solidarité d'où émerge notre capacité à stopper la machine. Nous sommes forts collectivement et ils le savent : pourquoi sinon s'acharner toujours à nous diviser ? Les DIRECCTE et le ministre ne sont rien sans les agents. Si nous disons non tous ensemble, si nous restons aussi inflexibles et déterminés qu'ils le sont dans la mise en place de leurs réformes, alors ils seront obligés de céder.

Réunissons nous, formulons ensemble nos revendications

Ne tombons pas dans le piège des fausses discussions avec le ministère. Les syndicats demandent des « journées d'expression ». N'attendons pas qu'on nous les octroie, prenons-les ! Rédigeons des cahiers de doléance, faisons-en un outil de lutte et de mobilisation, ne les adressons pas tels quels à notre hiérarchie. Pourquoi nos chefs répondraient-ils autre chose qu'habituellement ? Qu'ils ne peuvent rien faire, que nous exagérons, qu'il s'agit d'une réforme générale, etc., etc.

Remettons le collectif au cœur de nos actions

Nous devons décider ensemble, dans les assemblées du personnel, des actions nécessaires à l'obtention de nos revendications. Favorisons l'émergence d'actions démocratiques et collectives, qui permettent à chacun d'entrer dans la lutte.

Nous voulons beaucoup, nous devons frapper fort !

Une journée de grève et de manifestation s'impose dès maintenant. Elle doit se prolonger dans un mouvement durable combinant différentes actions. En la matière, l'imagination doit être au pouvoir pourvu que nos actions demeurent collectives et à la mesure des enjeux. Certains ont tenu une place en Egypte, d'autres en Espagne, pourquoi ne pas tenir la DAGEMO ? C'est à nous de décider ! Mais soyons conscients dès maintenant que nous devons imposer nos revendications : ils ne nous les accorderont pas.

S'attaquer à tous les niveaux de la hiérarchie

Bien qu'ils se présentent comme simples exécutants, nos directeurs appliquent consciemment et consciemment une politique. En s'attaquant à eux, c'est le gouvernement et le ministre qu'ils représentent qu'on peut arriver à toucher. Nos simples exécutants sauront vite remonter leurs difficultés à qui de droit et avec conviction !!! De plus, il est juste et utile de combattre le chef pour ce qui relève de sa propre autorité : par exemple, nous traiter avec arbitraire dans la distribution des parts de primes.

Se donner des perspectives nationales

Il nous appartient, dans chaque DIRECCTE, dans chaque UT, de faire savoir aux autres ce qui se passe chez nous et de nous coordonner afin de construire une lutte nationale.

OSONS LUTTER, OSONS VAINCRE !

Libye : halte aux bombardements !

Le NPA est opposé à l'intervention militaire de l'OTAN en Libye, à laquelle la France participe. Il œuvre, avec d'autres forces anticapitalistes d'Europe, à la mobilisation pour l'arrêt des frappes.

Le soutien aux insurgés, la défense de la démocratie, la protection des civils sont de grossiers prétextes. En Irak, en Bosnie ou en Afghanistan, les interventions n'ont jamais empêché de massacres ni évité les bavures. Il va de soi que nous ne soutenons pas Kadhafi.

Les dictatures du Maghreb et du Machrek sont intégrées à un ordre mondial qui combine libéralisme et impérialisme. Elles sont liées aux grandes puissances sur tous les plans, militaire, économique, institutionnel. Kadhafi sert l'Europe, lui fournissant du pétrole et bloquant les flux migratoires d'Afrique. Elles défendent leur place en réprimant leurs peuples en lutte, pour les intérêts et les profits des grandes puissances et des classes dominantes.

Celles-ci combattent partout ailleurs l'insurrection et ne sont pas aux côtés des peuples. Elles ont soutenu jusqu'au dernier instant Moubarak et Ben Ali. Elles n'ont pas levé le petit doigt quand l'armée saoudienne est entrée au Bahreïn pour réprimer dans le sang les manifestations. Elles bombardent aujourd'hui la Libye avec les forces du Qatar, un des régimes les plus autoritaires et réactionnaires de la péninsule arabe. L'ampleur des mobilisations populaires, sociales, démocratiques les ébranle. Elles manœuvrent aujourd'hui pour reprendre la main dans une région stratégique.

En Tunisie et en Egypte, le processus révolutionnaire prend la forme de l'intervention directe des travailleurs sur la scène politique, sans passer par les institutions en place. Les lieux publics, les entreprises sont occupés, des comités de quartier et d'usine se sont formés, des grèves massives ont lieu. Cette forme ne peut être séparée du contenu de ces révolutions, condensé dans le slogan « dégage ! » adressé aux dictateurs, pour la conquête des droits démocratiques et sociaux.

C'est là leur signification politique : la légitimité de la rue, d'un autre pouvoir, est posée face à des gouvernements de transition qui maintiennent les rapports de dépendance. Continuer le combat, c'est s'affronter maintenant à ces pouvoirs et, à travers eux, aux grandes puissances.

L'intervention est un signal donné aux peuples. Elle vise à briser le sens politique de leur soulèvement et à étouffer l'écho qu'il rencontre dans le monde. Les grandes puissances entendent ainsi dicter leurs conditions aux processus en cours, choisir les gouvernements qui préserveront leurs intérêts. Leur intervention, à la place d'une victoire des travailleurs, débouchera sur leur renforcement. Elle ne peut avoir comme résultat l'avancée d'un processus révolutionnaire populaire.

Tchernobyl, Fukushima : plus jamais ça !

Sortons du nucléaire maintenant !

Chaque jour suivant la catastrophe nucléaire de Fukushima a apporté son lot de nouvelles, de plus en plus terrifiantes. Alors que l'événement est partiellement tombé dans l'oubli médiatique, ce n'est que fin mai que la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) qui exploite la centrale a fini par reconnaître que ses trois réacteurs avaient fondu dans les heures suivant le tsunami du 11 mars 2011. Il est évident qu'il s'agit d'un tournant. Il y aura un avant et un après Fukushima.

L'insécurité est inhérente au nucléaire

Après Tchernobyl, le lobby nucléaire occidental expliquait que l'accident n'était dû qu'à la gestion bureaucratique propre au système soviétique. Que vaut cet argument aujourd'hui, quand c'est le fleuron de l'industrie privée japonaise qui est concerné ?

L'irresponsabilité, l'impréparation et les mensonges de la TEPCO – avec la complicité active des organismes de contrôle et des autorités locales et nationales – plus soucieuse de rentabilité que de sécurité, est aujourd'hui mise en évidence.

Désormais ce sont les travailleurs, en particulier les sous-traitants, qui se retrouvent en première ligne : beaucoup sans doute vont y laisser leur vie.

Quels que soient les moyens que l'on se donne pour assurer davantage de sécurité, il ne faut pas perdre de vue l'essentiel : de l'extraction du minerai à la gestion des déchets, l'insécurité est inhérente à l'énergie nucléaire. Les accidents sont statistiquement inévitables. Tôt ou tard, d'autres Tchernobyl ou Fukushima auront lieu.

La fuite en avant

Le mouvement anti-nucléaire se remobilise. Le mot d'ordre de "Sortie immédiate du nucléaire" se répand comme une traînée de poudre et produit des effets. Après des manifestations massives, l'Allemagne vient d'annoncer l'abandon de sa production nucléaire d'ici 2022... sans renoncer à l'importation d'électricité nucléaire française !

La plupart des gouvernements refusent cette perspective : ils ne promettent qu'une « révision de la sécurité de nos centrales » et poursuivent les accords internationaux de coopération nucléaire. Ils balaisent d'un revers de main les problèmes : c'est le nucléaire ou la bougie – mais à Fukushima, maintenant c'est le nucléaire et la bougie !

Or, la part du nucléaire représente 2,4% de la consommation mondiale d'énergie. Il ne peut donc être un moyen de lutter contre le réchauffement climatique, d'autant que le parc nucléaire ne peut être augmenté : si l'on double le nombre de centrales, il n'y aura plus d'uranium dans 20 ans. Le nucléaire est une énergie du passé, impuissante à répondre aux enjeux écologiques et qui ne sert aujourd'hui que les intérêts de quelques industriels.

La France s'apprête à investir des sommes colossales pour consolider son parc nucléaire. Nicolas Sarkozy, surfant sur les décombres encore chauds de Fukushima, en profite pour redosser l'habit de VRP d'AREVA pour refourguer l'EPR aux

quatre coins du globe. Un habit qu'il n'a jamais remis, puisqu'il vend à chacun de ses déplacements à l'étranger des centrales, comme au colonel Kadhafi en 2007.

La question des déchets est évacuée : on saura régler le problème dans... 100 ans, nous dit Anne Lauvergeon, directrice d'AREVA. Quid des accidents à répétition ? Les sécheresses, la baisse des cours d'eau mettent en péril le système de refroidissement de nos centrales. Nombre de nos réacteurs "ancienne génération", construits dans les années 60, voient leur durée de vie prolongée tous les 10 ans parce qu'on ne sait pas comment les démanteler.

Quant à la prétendue indépendance énergétique, elle n'est qu'un écran de fumée masquant l'exploitation de l'uranium et des travailleurs du Niger, dans des conditions dramatiques.

Les travailleurs et l'emploi sacrifiés

A droite comme à gauche, un consensus existe pour refuser toute remise en cause du nucléaire au nom de la sauvegarde de l'emploi.

Mais de quels emplois parle-t-on ? De ces milliers de "steacks à rems", ces sous-traitants qui interviennent au coeur de nos

centrales pour effectuer des opérations de maintenance, obligés de falsifier leurs carnets de suivi médical pour absorber plus de radiations qu'autorisé et ainsi arrondir leurs fins de mois ? Ou de ces ouvriers, pour la plupart Polonais, venus construire notre futur réacteur EPR à Flamanville, qui dorment à même le site dans des baraques de fortune ?

Ce réacteur a déjà coûté plus du double du budget initial prévu, soit quatre milliards d'euros. Autant d'argent qui aurait pu être dépensé dans la recherche pour le développement des énergies renouvelables, et à terme, créer beaucoup plus d'emplois.

Le Code du travail lui-même a été adapté aux besoins de la filière nucléaire, en organisant le recours aux liquidateurs (les salariés qui sacrifieront leur vie) en cas d'accident (R.4451-15) !

Ni nucléaire, ni énergies fossiles, organiser une transition énergétique radicale

Par nos mobilisations, nous pouvons imposer une sortie du nucléaire en 10 ans. Or, comme le capitalisme ne sait pas limiter son expansion, donc sa consommation d'énergie, et que les énergies renouvelables ne sont pas profitables à court terme, il se tournera vers les énergies fossiles. Nous devons donc faire entendre notre voix pour planifier la transition énergétique.

Cette planification doit se faire démocratiquement dans le cadre d'un service public de l'énergie placé sous le contrôle des citoyens et travailleurs : moyens de production, politique industrielle, investissements, politique foncière. La priorité est de faire face aux contraintes écologiques tout en permettant de satisfaire les besoins sociaux fondamentaux.

Les propositions détaillées du NPA peuvent être consultées sur le site www.npa2009.org.



Marché du travail :

Xavier Bertrand lave plus blanc !

Notre ministre du travail est en vérité un homme très occupé. Inspiré par Guéant, son homologue au Ministère de l'intérieur et des renvois à l'extérieur, il déclare « possible de réduire l'immigration légale, notamment liée au travail », laquelle représente « à peu près 20 000 personnes ». Vous avez bien lu : des millions de chômeurs, l'explosion du stress au travail, partout des grèves pour les salaires, mais le ministre du travail s'obsède pour 20 000 immigrés.

Ainsi va la Sarkozie : depuis la fin du Ministère de l'immigration, tous les ministres ne s'occupent que d'immigration. Pour ce qui est du nôtre, il entend « réduire la liste des métiers autorisant le recours à la main d'œuvre étrangère ». Ah bon, il y a une liste, quelle liste ? En vérité il y en a plusieurs. Pléthore, même...

Les listes de Sarkozy : une immigration choisie par qui ? Pour qui ?

Le projet vient de loin et il est intimement lié au sarkozysme. Dès la loi dite CESEDA, passée en douce en 2006 pendant que jeunes et travailleurs luttèrent contre le CPE, et au fil des textes d'application dénaturant le Code du travail, le projet d'immigration choisie s'est précisé.

Résultat : une batterie de dispositions où des listes de métiers par région s'entrecroisent avec d'autres par nationalité (excluant Algériens et Tunisiens), issues d'accords bilatéraux arrachés par la France aux États post coloniaux au terme de négociations fondées sur le rapport de forces exclusivement. On nage en plein dans l'impérialisme et la compétition internationale pour la main d'œuvre qualifiée, à mille lieues des préoccupations des Français comme des immigrés.

En effet, l'examen de toutes ces listes révèle que ce sont bien des métiers qualifiés qui sont ouverts, sans aucun rapport avec les métiers occupés par les étrangers en France, qu'il ne s'agit nullement de régulariser. Ce sont des lois qui gouvernent l'import de main d'œuvre. Rien n'est prévu pour les étrangers sur place hormis « qu'ils ont vocation à retourner chez eux... ».

Vous avez dit "en tension" ?

Et qu'en est-il précisément de la liste que notre héros entend sabrer ? Fixée par un arrêté de janvier 2008, y figurent trente "métiers en tension", dont les difficultés de recrutement justifieraient le recours à des ressortissants de pays tiers. Mais s'il est vrai que d'après Pôle Emploi, plus du tiers (37,6%) des prévisions d'embauche butent sur des difficultés de recrutement, en réalité ces secteurs n'ont rien à voir avec ceux de la liste concernée.

S'ils restent désespérément "en tension", c'est parce qu'il s'agit de métiers salissants, épuisants, précaires (BTP, sécurité, nettoyage, saisonniers agricoles...) pour lesquels les patrons refusent de payer des salaires corrects... alors forcément, les chômeurs français ne se bousculent pas au portillon, et ces emplois sont occupés par de la main d'œuvre étrangère, avec ou sans papiers.

Blanchir le marché du travail

Or, selon Xavier Bertrand, qui entend « former les demandeurs d'emploi pour occuper ces postes », la priorité n'est pas de faire pression sur les patrons (horreur !) afin qu'ils améliorent salaires et conditions de travail, mais bien de faire entrer au forceps dans ces métiers sous qualifiés et sous payés, aux conditions de travail déplorables, une main d'œuvre nationale qui s'y refuse obstinément. D'où l'exclusion préalable des ressortissants étrangers du marché du travail non qualifié, soumis à une sorte de "purification ethnique". C'est là le véritable objet des fameuses listes.

Ainsi se dessine en creux l'imaginaire raciste de ceux qui nous gouvernent, déterminés qu'ils sont à imposer à la société française leurs obsessions moïsiques : cartographie néocoloniale des compétences et des talents, classement des populations selon l'origine, maîtrise de la main d'œuvre, statut de "l'indigène importé". Ces idées que ne renieraient pas le FN dégagent décidément les relents de Vichy.

**CES IDEES NE SONT PAS LES NOTRES, CE PROJET DE SOCIETE N'EST PAS LE NOTRE !
IL EST PLUS QUE TEMPS DE DEGAGER CE GOUVERNEMENT RACISTE !**

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des agents du ministère du travail. Nous avons décidé de nous organiser au sein du NPA, fondé en février 2009. Nous pensons en effet que la politique n'est pas réservée à une minorité de spécialistes. C'est l'affaire de tous. La politique doit entrer sur notre lieu de travail, au plus près de nos préoccupations quotidiennes. Nous voulons y créer des espaces de discussion, de débat et de mobilisation. Nous cherchons à nous inscrire dans les luttes d'émancipation des travailleurs au sein du ministère comme au niveau national et international, et à utiliser nos connaissances du monde du travail pour aider à la construction des mobilisations.

ANTICAPITALISTES ?

Cette société capitaliste est à bout de souffle.

Elle organise la concurrence entre les travailleurs, creuse les inégalités de toutes sortes, perpétue le pillage des peuples dans le cadre des rapports impérialistes, épuise les ressources et détruit la planète.

Aujourd'hui, le patronat et les capitalistes veulent nous faire payer l'addition de la crise sociale, économique et écologique qu'ils ont provoquée. Ils licencient à tour de bras. Ils se gavent de profits et font stagner nos salaires, nos retraites, nos minima sociaux, dégradent nos conditions de vie et sacrifient nos services publics et notre sécurité sociale.

Or, ce sont les travailleurs (nous !) qui font tourner l'économie de ce pays. Ils doivent pouvoir jouir directement du fruit de leur travail, socialiser leurs moyens de production, et répartir justement les richesses qu'ils produisent.

POUR RESISTER,

POUR REVOLUTIONNER LA SOCIETE

Nous voulons construire une gauche de combat, une gauche qui ne renonce pas, pour résister à la politique de Sarkozy et faire converger les luttes.

Mais pour imposer l'urgence sociale et écologique, il faudra une rupture radicale avec ce système dont nous n'avons rien à attendre : nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, ce n'est que par nos mobilisations que nous parviendrons à mettre en échec les politiques capitalistes.

Nous voulons rassembler toutes celles et ceux qui veulent rompre avec le capitalisme, pour ouvrir la voie à une société inédite, démocratique et écologiste, débarrassée de toutes les formes d'oppression... un socialisme du XXI^e siècle !

CONSTRUISONS ENSEMBLE LE NPA !